

stigmatisé la politique erronée de la Direction : « *politique de compromis, dont la dernière manifestation aux élections sénatoriales de la Seine, a été, sans consultation préalable du Parti, de favoriser certains candidats socialistes ou radicaux, sans exiger d'eux aucune garantie. C'est le type de la combinaison parlementaire.* »

Une fois de plus — est-ce la dernière ? — le Parti Communiste français, lors des élections sénatoriales de 1927, s'est montré fidèle à sa tradition d'opportunisme électoral.

**

Mais, tout cela, c'est le passé. Et, déjà, ce sont les élections de 1928 qui préoccupent tous les partis politiques français. La fièvre électorale, cette fois, se sent venir de loin.

Devant les combinaisons que les autres partis préparent ouvertement ou clandestinement, le Comité Central du Parti français, dans une « Lettre Ouverte » publiée dans l'*Humanité* du 19 novembre 1927, a voulu définir la position du Parti.

La politique qui est affirmée dans cette « Lettre ouverte » est-elle, au moins, de nature à nous rassurer pour l'avenir ? Est-elle une garantie contre l'Opportunisme électoral ?

Nous allons le voir.

La formule adoptée, « classe contre classe », est en elle-même excellente. Mais une bonne formule ne suffit pas : c'est son application qui compte. Nous venons de voir, en effet, par l'exemple de 1924, que les formules radicales de lutte de classes, du Bloc Ouvrier et Paysan, n'ont pas empêché les opportunistes de manœuvrer et d'imposer *en fait* leur politique au Parti.

A l'heure actuelle, c'est en vain qu'on cherchera à couvrir la politique de droite par des déclarations dénonçant l'électorisme et l'opportunisme comme « le plus gros danger » : ces déclarations sont de simples « assurances » contre la clairvoyance révolutionnaire ; c'est en vain qu'un député du Parti écrira dans l'*Humanité* (1^{er} décembre 1927) que la bataille électorale de 1928, « c'est un appel avant l'assaut » : les phrases avec lesquelles on tente de donner ainsi à la campagne un faux vernis communiste, ne peuvent pas donner le change aux révolutionnaires. Pas plus, d'ailleurs, que la démagogie contraire, qui consiste à écrire, pour rassurer les ouvriers effrayés des progrès de l'Opportunisme : « ... les élections ne peuvent constituer qu'un épisode insignifiant du jeu par-

lementaire » (Thorez, *Humanité* du 14 décembre 1927), alors que, par ailleurs, on ouvre une souscription de trois millions, et que l'on commence à chauffer le Parti plus d'une demi-année à l'avance, pour qu'il consacre toutes ses forces à cet épisode « insignifiant »...

Laissons donc les phrases dont les opportunistes ont coutume d'habiller leur politique de droite, marquant toujours davantage la distance qui sépare la parole du fait.

Examinons la politique adoptée par le Comité Central des 9 et 10 novembre 1927, et approuvée par l'Internationale dans l'*Humanité* du 6 Décembre 1927.

Au premier tour, le Parti opposera ses candidats à ceux de tous les autres partis. Fort bien.

Au second tour, le Parti propose « immédiatement » au Parti socialiste la formation d'un Bloc ouvrier sur un programme minimum. Il propose au Parti socialiste le front unique électoral.

On peut déjà s'étonner que ce programme minimum ne figure pas dans la « Lettre Ouverte », et qu'il n'ait été précisé que cinq jours plus tard (*Humanité* du 24 novembre). Qu'on ne prétende pas que la « Lettre Ouverte » n'avait pas à préciser le programme minimum puisqu'elle ne faisait qu'annoncer la proposition de front unique, ce serait du formalisme : à partir du moment où le Parti annonce *publiquement* ses intentions de front unique, elles sont livrées à la discussion : il doit donc leur donner aussitôt un corps, un contenu de classe bien précis.

Que, pendant cinq jours, la proposition d'unité de front annoncée dans la « Lettre Ouverte » soit restée en quelque sorte suspendue dans le vide, et cela au moment même où les organisations socialistes discutent de la tactique électorale, c'est autant de temps gagné pour les chefs socialistes adversaires du front unique : ils ont ainsi le loisir de dénaturer la proposition communiste, de créer l'équivoque sur ce programme minimum encore inconnu, de préparer une atmosphère. Les communistes qui penseraient que « Ce n'est pas à cinq jours près ! » ne voient pas encore combien est délicat le mécanisme du front unique.

D'ailleurs, si la proposition officielle publiée dans l'*Humanité* du 24 novembre précise enfin ce programme minimum, elle oublie encore l'essentiel : elle ne dit pas comment on doit poursuivre la réalisation des objectifs assignés à la lutte en commun ; en fait de lutte de classes elle ne fait

qu'une vague allusion à un « élargissement » de la campagne hors du cadre électoral. Cette lacune est d'autant plus grave qu'en eux-mêmes, les objectifs prévus pourraient être acceptés par un radical-socialiste « de gauche » : ce qui importait surtout, c'était, sur ces objectifs limités, d'imposer au Parti socialiste, puisqu'il se réclame de la lutte de classes, une agitation extraparlamentaire dont l'obtention des votes n'eût été que le complément. Ainsi, le Parti communiste aurait souligné, dans la pratique même du front unique, le caractère qu'il entend donner à la campagne électorale : *lutte contre les illusions démocratiques et parlementaires, pour l'unité d'action de la classe ouvrière, pour la préparation de l'unité syndicale.*

Les fautes que nous venons de signaler ont été encore aggravées par la manière même dont a été faite la proposition de front unique.

Pour appuyer cette proposition, nulle propagande, pas ou presque pas de campagne de réunions, d'affiches et de tracts ; nulle agitation sérieuse auprès de la base socialiste, auprès des ouvriers sans-parti qui suivent encore les socialistes. *Rien que la formalité de la lettre ouverte, rien que la pratique toujours condamnée, toujours inefficace du front unique par en haut seulement.*

Tout ceci marque la déviation de droite caractérisée, la déviation opportuniste.

Qu'on ne réponde pas qu'on fera cette agitation plus tard : sous peine de tout compromettre, comme on vient de le faire, il était indispensable de préciser, avec le programme minimum, la nature de la lutte que l'on proposait, et de mener la campagne de front unique *au moment même* où le Parti faisait connaître ses intentions de front unique.

La faute de droite a favorisé le jeu des chefs socialistes : elle leur a permis de se dérober.

**

La politique électorale adoptée dans la « Lettre Ouverte » appelle encore une autre grave objection.

Le Parti communiste propose au Parti socialiste le front unique, mais la proposition reste limitée à la lutte électorale. Il ne faut pas perdre de vue que le Parti communiste n'a jamais encore réalisé nationalement l'unité de front sur le terrain de la défense ouvrière, sur le terrain solide des revendications ouvrières. En recherchant

un front unique *exclusivement* électoral, il compromet la tactique du front unique, méthode de mobilisation des masses.

Si les chefs socialistes repoussent la proposition de front unique, parce qu'ils croient avoir plus de bénéfice à l'appoint des voix radicales, ils saisiront l'occasion de stigmatiser le manque de principes des communistes, si ridicule que soit cette attitude de leur part. C'est ce que Blum n'a pas manqué de faire dans le *Populaire* du 2 Décembre, avec une feinte indignation : « ... Nous nous refuserons à donner au prolétariat de ce pays le spectacle honteux et dégradant d'une union jugée impossible sur le terrain de la bataille ouvrière, de l'organisation ouvrière, et réalisée sur le terrain électoral. » Et, en refusant, les chefs socialistes se sentiront plus forts et plus audacieux devant une telle proposition, puisqu'ils croient qu'ils peuvent impunément à l'avenir refuser l'unité de front dans la lutte prolétarienne, sûrs qu'on leur proposera tout de même pour les élections l'appoint des voix communistes.

Si, au contraire, les chefs socialistes acceptent la proposition de front unique électoral, parce qu'il croient y trouver leur compte, ce ne sera pas « une grande victoire pour la classe ouvrière » comme l'écrit Bernard dans l'éditorial de l'*Humanité* du 3 Décembre 1927 : ce sera une pitoyable alliance limitée au terrain électoral, une union où le « désistement mutuel », pour reprendre les termes de la « Lettre Ouverte », amènera sans doute la conquête de sièges de députés. En tout cas, ce ne sera pas la « mobilisation des masses sous les mots d'ordre de la Révolution prolétarienne », pour reprendre la définition de la campagne électorale donnée par le II^e Congrès de l'Internationale Communiste.

Le front unique *exclusivement* électoral, ce n'est pas le front unique : c'est la négation même de la tactique du front unique.

Ici encore, faute de droite, déviation opportuniste, d'autant plus marquée qu'elle s'accompagnera de la ruée des fonctionnaires du Parti vers les mandats électoraux : une pareille tactique aboutit en réalité à substituer l'intérêt des candidats à la politique révolutionnaire du prolétariat.

**

La proposition du front unique électoral de la « Lettre Ouverte » appelle une dernière objection.

Au cas où l'unité de front serait repoussée par le Parti Socialiste, la « Lettre Ou-